

Bulletin d'histoire politique

Le mouvement syndical et son rapport au politique

Bernard Dansereau



Volume 6, numéro 2, hiver 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063655ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063655ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dansereau, B. (1998). Le mouvement syndical et son rapport au politique. *Bulletin d'histoire politique*, 6(2), 131–134. <https://doi.org/10.7202/1063655ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Chronique du mouvement
ouvrier politique
québécois**

**Le mouvement syndical
et son rapport au politique**

•••

Bernard Dansereau
Université de Montréal

Le mouvement syndical a toujours fait de la politique. Parfois de façon partisane, parfois de façon non partisane. Les organisations syndicales ouvrières n'ont jamais été en retrait ni des grands débats politiques ni des batailles ponctuelles. Cependant le niveau de présence, la visibilité, ainsi que les organisations ont été très différentes d'un groupe à l'autre, d'une période à l'autre.

La couverture médiatique du débat qui a entouré l'élection à la présidence de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), où Lorraine Pagé n'a été réélue qu'avec une faible majorité, a relancé pour une énième fois la question de la présence d'une centrale syndicale et des syndicats dans la sphère politique. Dans le cas de la CEQ, les rapports avec le Parti québécois (PQ) et l'appui à la souveraineté du Québec ont été au cœur des interrogations. La réélection de Pagé ne représente que la face la plus visible de la question. Ces débats ont aussi lieu dans les autres centrales syndicales même s'ils n'ont pas encore atteint les sommets de l'organisation comme ce fut le cas à la CEQ.

Un peu d'histoire

Il est, croyons-nous, pertinent de faire un bref rappel historique des rapports qu'a entretenus le mouvement syndical avec la politique. Dès leurs origines, les syndicats ont fait de la politique car ils n'avaient d'autres choix, s'ils

voulaient survivre. Ils devaient faire renverser les lois qui les interdisaient et proposer des mesures pour assurer une place aux travailleurs dans l'arène politique. La formation d'une organisation politique est un choix que font notamment les Chevaliers du travail, à la fin du XIXe siècle. De nombreux candidats ouvriers se présentent aux élections au Canada et au Québec. Le typographe Alphonse-Télesphore Lépine est le premier ouvrier québécois à conquérir un siège à la Chambre des communes, en 1888. D'autres le suivront à Ottawa et à Québec. Élu député ouvrier, Lépine pose la question des liens entre le député ouvrier et les partis politiques. Ses liens avec le Parti conservateur, comme plus tard les liens entre le député Alphonse Verville et le Parti libéral de Laurier, mettent en lumière l'«indépendance» des députés élus sous la bannière ouvrière.

En opposition à la formation d'une organisation autonome des travailleurs, se développe une tradition de lobbying non-partisan, soit l'option de favoriser des candidats de quelque parti que ce soit, en autant qu'ils défendent les revendications ouvrières. Cette politique «gompériste» de «récompenser ses amis et de punir ses ennemis» deviendra rapidement l'attitude de plusieurs syndicats de métier.

Bien que reposant sur des préceptes différents, cette politique semblable à celle des syndicats catholiques qui, tout en rejetant toute politique partisane, n'hésitent pas à appuyer de nombreux candidats, en autant qu'ils se montrent sympathiques aux revendications du clergé.

Enfin, il y a aussi ceux qui sous prétexte que les travailleurs ne sont pas suffisamment prêts ou assez bien informés, rejettent toute intervention politique. Ils valorisent le travail d'éducation et d'information, le jugeant prioritaire et constituant la seule voix possible pour que les ouvriers puissent se faire entendre.

C'est avec le CCF et plus tard le Nouveau parti démocratique (NPD) que ces dirigeants ouvriers se feront le plus entendre. Alors que le CCF (le Parti social-démocrate — PSD au Québec), par exemple, se ralliait des syndicalistes de toutes les tendances — comme Gérard Picard de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), ou Fernand Daoust de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) — officiellement les organisations de travailleurs restaient neutres. Ce n'est qu'avec la création du NPD en 1960 qu'une partie du mouvement ouvrier prenait fermement position en faveur d'une option politique et entendait soutenir activement une formation. Le CTC (Congrès du travail du Canada) et la FTQ

(Fédération des travailleurs du Québec) emboîteront le pas et appuieront le NPD tandis que la CTCC préférera conserver sa «neutralité» politique.

La présence de communistes a aussi soulevé cette question du politique dans les syndicats. Le syndicalisme allait-il devenir la «courroie de transmission» des directives du parti dans les syndicats comme l'affirment ses détracteurs, ou bien, pouvait-il devenir une école pour le parti comme l'espéraient plutôt ses adeptes. La marginalisation du parti communiste après la Seconde Guerre mondiale et la disparition des organisations communistes issues des luttes des années soixante-dix, nous laisse encore la question sans réponse, du moins au Québec et au Canada.

Le Parti québécois

Cette question des rapports entre les syndicats et les enjeux politiques n'est donc pas nouvelle.

Ce qui a changé au Québec, c'est l'apparition d'un parti politique ouvertement indépendantiste au milieu des années soixante-dix. Face à la montée du PQ, les organisations syndicales n'auront d'autre choix que de se positionner, non seulement sur les questions économiques et sociales, mais aussi sur la question nationale qui devient un enjeu électoral majeur. Les syndicats et les centrales auront, tour à tour, à se prononcer sur le rapport qu'elles doivent ou veulent entretenir avec le parti politique qui se prononce officiellement en faveur de la souveraineté du Québec. Beaucoup opteront progressivement pour l'appui au PQ.

Lors de ses premiers mandats, le gouvernement du PQ adopte plusieurs mesures propres à satisfaire les aspirations syndicales. Les militants et les militantes syndicaux, plus généralement les ouvriers et les ouvrières, constituent une base électorale importante pour le PQ. L'usure du pouvoir, mais surtout une lente évolution des dirigeants péquistes vers le néo-libéralisme entraînent une remise en question de l'appui syndical au PQ et au projet souverainiste depuis un certain temps déjà.

Il n'est donc pas surprenant de voir de nombreux militants s'interroger sur l'orientation des politiques en vigueur dans les syndicats. À leurs yeux, les syndicats accordent plus de soutien aux politiques gouvernementales du déficit zéro qu'à la défense de leurs membres ou à un éventuel projet intégrant l'ensemble de la société y compris les plus démunis.

Peut-on parler d'un retour du radicalisme syndical? Au colloque sur les 75 ans de la CSN, qui s'est tenu à l'UQAM au printemps dernier, cette question du mouvement syndical et de son rapport au politique a été soulevée. Plusieurs dirigeants de la CSN ont qualifié de nostalgiques les intervenants qui désiraient plus de combativité de la part de leur centrale. Ces derniers reprochaient aux dirigeants de la centrale leur absence de projet de société.

Les politiques du gouvernement québécois rendent essentielle une réflexion de la part des dirigeants, des militants ainsi que de la base des syndiqués sur la place qu'ils et qu'elles entendent occuper dans la sphère politique. Pour éviter un cul-de-sac, ou d'autres sommets économiques comme celui de l'automne 1996, les débats doivent s'enclencher. De toute façon, il n'y a pas eu au Québec une façon unique pour le mouvement ouvrier de faire de la politique. Il est à parier que ce n'est pas prêt de changer.

Colloque RCHTQ
Mouvement ouvrier et action politique

Un colloque sur cette question du rapport entre le mouvement syndical et le politique est organisé par le Regroupement des chercheurs-es en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ) le 24 avril prochain. Le colloque se tiendra à l'Écomusée du fier monde, 2050 rue Amherst, Montréal.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Jocelyn Chamard au Département d'histoire de l'UQAM,
C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal, H3C 3P8
tél.: (514) 322-8737.

vous pouvez aussi communiquer par courriel :
bolu@cam.org.